

BILAN 2022

**des journalistes
détenus, tués, otages
et disparus dans le monde**

LE BILAN EN BREF

p. 3

1 LES JOURNALISTES DÉTENUS

p. 4

En chiffres	p. 4
Les prisons se remplissent de journalistes	p. 5
Une hausse historique de près de 30 % du nombre de femmes journalistes emprisonnées	p. 6
Les femmes en première ligne au pays des mollahs	p. 7
Ces autres régimes qui jettent les femmes journalistes en prison	p. 7
Les cinq plus grandes prisons du monde	p. 9
Les cas les plus marquants de 2022	p. 10

2 LES JOURNALISTES TUÉS

p. 12

En chiffres	p. 12
Nombre de tués : des chiffres qui repartent à la hausse	p. 13
Les sujets les plus risqués à couvrir	p. 14
Les pays les plus dangereux	p. 15
Une année sanglante et record en Amérique	p. 16
L'Europe endeuillée par la guerre en Ukraine	p. 17
Les conflits meurtriers du Moyen-Orient	p. 17
Asie, le courage bâillonné	p. 18

3 LES JOURNALISTES OTAGES

p. 19

En chiffres	p. 19
Les pays à haut risque	p. 20
Les principaux preneurs d'otages	p. 20

4 LES JOURNALISTES DISPARUS

p. 23

Deux journalistes disparus au cours de l'année 2022	p. 23
Près de 50 journalistes disparus en 20 ans	p. 23

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

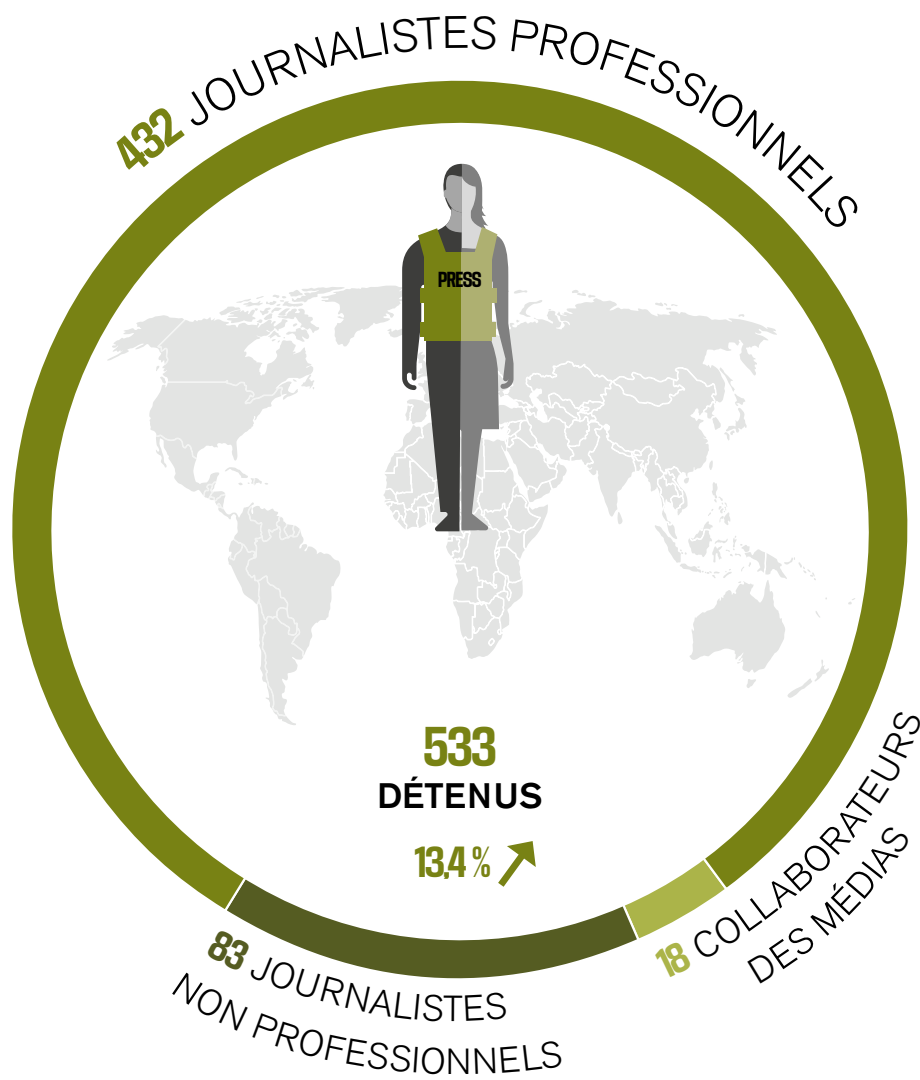
p. 24

LE BILAN EN BREF



LES JOURNALISTES DÉTENUS

En chiffres



455 hommes (85,4 %) **78** femmes (14,6 %)

LES JOURNALISTES DÉTENUS

Les prisons se remplissent de journalistes

Le record établi l'an dernier a été de nouveau dépassé. Au 1^{er} décembre 2022, **533 journalistes étaient incarcérés pour avoir exercé leur métier**, dont plus d'un quart a été emprisonné au cours de l'année. Jamais RSF n'avait enregistré un nombre aussi élevé de journalistes emprisonnés.

Cette **nouvelle hausse du nombre de journalistes détenus (+ 13,4 % en 2022**, après une augmentation de 20 % en 2021) confirme que les régimes autoritaires continuent d'emprisonner de façon de plus en plus décomplexée les journalistes qui les dérangent, et ce le plus souvent sans se donner même la peine de les juger. **À peine plus d'un tiers des journalistes détenus a fait l'objet d'une condamnation. Les autres (63,6 %) sont en détention sans avoir été jugés.**



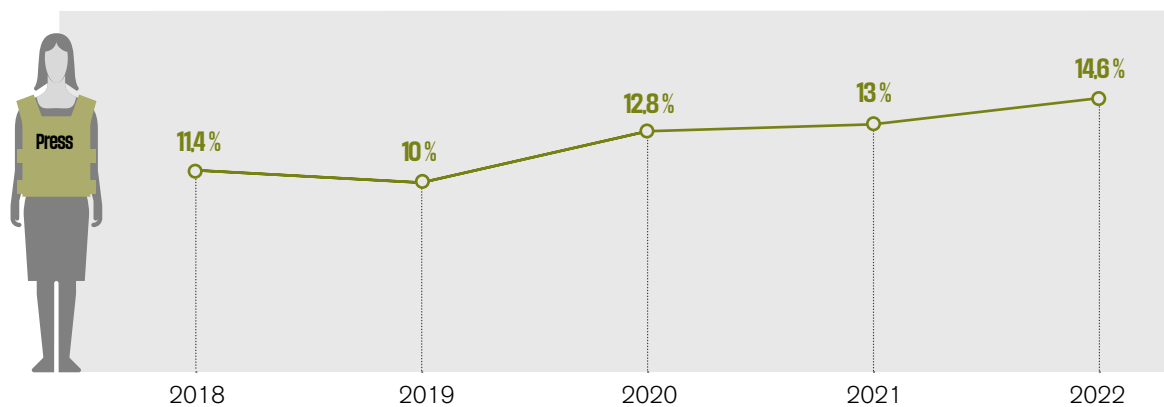
La **Chine**, où **la censure et la surveillance ont atteint des niveaux extrêmes**, reste la plus grande prison de journalistes au monde avec 110 journalistes incarcérés. En **Birmanie**, où **l'exercice du journalisme est désormais tout simplement proscrit**, à l'instar des nombreux organes de presse qui ont été interdits dans la foulée du putsch de février 2021, 62 journalistes sont actuellement détenus. Signe aussi d'une répression majeure, **la République islamique d'Iran** (47) est devenue la **3^e plus grande prison au monde pour les journalistes**, un mois seulement après le début d'un vaste mouvement de contestation.

Deux régions du monde concentrent à elles seules trois quarts des prisonniers : près de 45 % des journalistes sont détenus en Asie et plus de 30 % le sont au Maghreb et au Moyen-Orient. **La répression s'est aussi fortement accrue en Russie, depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022.** Au cours de l'année, la quasi-totalité des médias indépendants y ont été interdits, bloqués et/ou déclarés « agents de l'étranger ». Les journalistes qui restent sur place sont pour la plupart contraints de travailler dans la clandestinité. Ils risquent par exemple jusqu'à 15 ans de prison pour la diffusion de « fausses informations » sur l'armée russe. Au moins 18 journalistes se trouvent actuellement emprisonnés, dont 8 sont des Ukrainiens arrêtés en Crimée, formellement annexée en 2014 et depuis, tombée sous la loi russe.

LES JOURNALISTES DÉTENUS

Une hausse historique de près de 30 % du nombre de femmes journalistes emprisonnées

C'est un autre chiffre sans précédent dans les annales de RSF : **78 femmes journalistes se trouvent actuellement derrière les barreaux**. Après avoir augmenté de près de 20 % l'année dernière, **le nombre de journalistes emprisonnées connaît une nouvelle hausse record et grimpe de 27,9 % en 2022**. Comparativement, le nombre de leurs collègues masculins emprisonnés n'a augmenté que de 11,2 %. **Les femmes journalistes représentent désormais 14,6 % des détenus**, alors qu'elles représentaient moins de 7 % des détenus il y a cinq ans.



Hausse progressive de la part de femmes emprisonnées
au 1^{er} décembre de chaque année.

Cette nouvelle hausse reflète à la fois la féminisation croissante de la profession et confirme que les femmes ne sont pas épargnées par la répression. Comme leurs confrères masculins, elles sont victimes des régimes les plus durs envers la liberté de la presse. **Quatre pays**, la Chine (19), l'Iran (18), la Birmanie (10) et le Bélarus (9), parmi les plus mal placés au [Classement mondial de la liberté de la presse](#) de RSF, **emprisonnent à eux seuls plus de 70 % des femmes journalistes**.

LES JOURNALISTES DÉTENUS

Les femmes en première ligne au pays des mollahs

Secoué depuis la mi-septembre 2022 par une vague de protestation d'une ampleur rare depuis la révolution islamique de 1979, l'Iran détient à lui seul 18 femmes journalistes. Si 3 d'entre elles, dont la lauréate du prix RSF du courage 2022 [Narges Mohammadi](#), ont été emprisonnées avant le début des manifestations, 15 autres journalistes ont été incarcérées après leur déclenchement suite à la mort de Mahsa Amini – une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée par la police des mœurs pour « port de vêtements inappropriés ».



Narges Mohammadi
© DR



Elahe Mohammadi
© RS



Nilufar Hamedei
© Shargh

Ce chiffre élevé de journalistes détenues montre la volonté des autorités iraniennes de réduire systématiquement les voix des femmes au silence. Parmi elles, les cas de [Nilufar Hamedei](#) et [Elahe Mohammadi](#) suscitent particulièrement l'inquiétude. Arrêtées dès le mois de septembre pour avoir été les premières journalistes à attirer l'attention sur la mort de Mahsa Amini, elles sont aujourd'hui inculpées pour « propagande contre le système et conspiration pour agir contre la sécurité nationale », un crime passible de la peine de mort.

Ces autres régimes qui jettent les femmes journalistes en prison

La Chine compte 19 femmes journalistes emprisonnées, dont la courageuse [Zhang Zhan](#), lauréate 2021 du prix de la liberté de la presse de RSF, condamnée à quatre ans de prison pour avoir « provoqué des troubles » en couvrant l'épidémie de Covid-19 sur les réseaux sociaux. Mais aussi la journaliste indépendante [Huang Xueqin](#), qui documentait le harcèlement sexuel contre les femmes et les petites filles et couvrait des sujets sur la corruption et la pollution industrielle. Arrêtée pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'État », elle est maintenue en détention depuis plus d'un an sans procès.



Zhang Zhan
© YouTube via AFP



Huang Xueqin
© FreeXueBing

LES JOURNALISTES DÉTENUS



Htet Htet Khine
© RS

Située juste derrière la Chine au Classement 2022 de RSF, à la 176^e place sur 180, **la Birmanie maintient pour sa part 10 femmes journalistes sous les verrous.** Parmi elles, **Htet Htet Khine**, arrêtée en août 2021, purge actuellement une peine de six ans de prison et de travaux forcés pour « incitation à la haine contre l'armée ». Reporter, entre autres pour la *BBC Media Action*, elle avait été à la pointe de la couverture des manifestations populaires qui ont suivi le putsch du 1^{er} février 2021.



Maryna Zolatava
© "Bolchof"

Si le **Bélarus** a libéré une partie des femmes journalistes qu'il détenait il y a tout juste un an, le régime d'Alexandre Loukachenko a procédé à de nouvelles arrestations et **9 d'entre elles se trouvent actuellement derrière les barreaux, dont Maryna Zolatava, ajoutée en octobre à la liste officielle des « terroristes ».** Arrêtée le 18 mai 2021, la rédactrice en chef du site d'information le plus populaire du pays avant son interdiction, *TUT.BY*, voit sa détention provisoire sans cesse prolongée depuis plus d'un an et demi.



Pham Doan Trang
© Paul Mooney

C'est aussi pour des écrits critiques, qualifiés de « propagande contre l'État », que **la lauréate du prix RSF de l'Impact 2019, la Vietnamiennne Pham Doan Trang, purge une peine de neuf ans de prison.** Alors qu'elle était jusqu'à présent détenue à Hanoï, la capitale, elle a été récemment transférée dans une prison située 1 000 km plus au sud. Une manœuvre que l'administration pénitentiaire vietnamienne emploie souvent pour étouffer toute communication sur l'état de santé d'un prisonnier. Trois autres journalistes vietnamiennes croupissent pareillement derrière les barreaux.

En Turquie également, 3 journalistes et 1 collaboratrice de médias se trouvent en détention provisoire depuis juin 2022. C'est à cette date qu'une nouvelle vague d'arrestations a visé des médias et sociétés de production pro-kurdes, accusés d'être proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qualifié d'organisation terroriste par la Turquie. Parmi elles, la directrice de l'information à l'agence *Jin News*, **Safiye Alagas**, qui avait déjà été arrêtée et accusée en 2019 de « propagande pour une organisation terroriste », avant d'être acquittée.

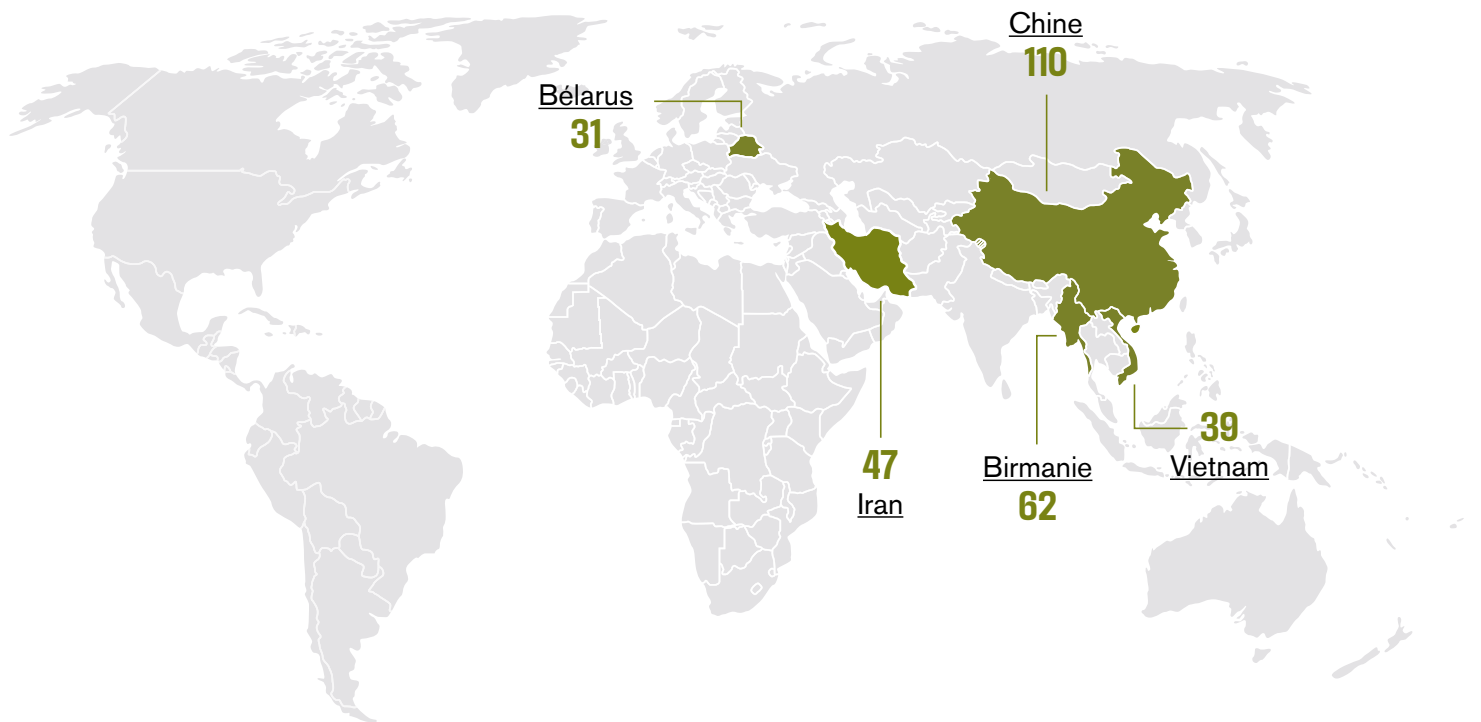


Hala Fahmy
© Teller Report

Les accusations de terrorisme sont aussi **largement utilisées par le régime du président Abdel Fattah Al-Sissi pour justifier le maintien en détention de 3 journalistes égyptiennes** sur les 26 professionnels de l'information actuellement emprisonnés dans le pays. Deux d'entre elles ont été arrêtées dans le courant de l'année. Parmi elles, la journaliste **Hala Fahmy** qui a disparu plusieurs jours avant de réapparaître devant le bureau du procureur général de la sûreté de l'État fin avril. La présentatrice de la chaîne de radio-télévision nationale, engagée dans la défense des droits des journalistes, a été accusée d'appartenir à un groupe terroriste et de diffuser de « fausses nouvelles ». Elle a fait plusieurs grèves de la faim afin de protester contre son arrestation la plus récente lors de la conférence sur le climat COP 27, qui s'est tenue en Égypte.

Deux femmes journalistes sont également emprisonnées en Arabie saoudite et au Guatemala, et 1 en Russie, aux Philippines, en Ouzbékistan, au Laos, en Israël et au Burundi.

Les cinq plus grandes prisons du monde



Plus de la moitié (54 %) des journalistes emprisonnés dans le monde le sont dans 5 pays.

En un mois de manifestations, l'Iran est devenu l'un des pires geôliers de journalistes, la 3^e plus grande prison au monde pour les professionnels de l'information. L'ampleur de la répression du mouvement de contestation menée par la République islamique d'Iran depuis le 16 septembre 2022 est telle, que le nombre de professionnels des médias sous les verrous en Iran est sans précédent depuis 20 ans, selon les données de RSF. Trente-quatre nouveaux journalistes ont rejoint les 13 professionnels de l'information qui étaient déjà derrière les barreaux avant le début des protestations liées à la mort de Mahsa Amini.

À l'inverse de l'Iran, les quatre autres pays qui figurent dans ce sombre palmarès en faisaient déjà partie en 2021.

La Chine conserve, année après année, son titre de plus grande prison au monde pour les journalistes (110). Si le nombre total de détenus est légèrement en baisse par rapport à l'année dernière, 99 professionnels de l'information restent en prison en Chine continentale et 11 à Hong Kong. L'absence de nouveaux emprisonnements en 2022 est moins le signe d'une amélioration de la situation que le **résultat d'une répression implacable, d'une censure toujours plus forte et d'une surveillance extrême.** L'année 2022 a été marquée par la fermeture de nombreuses villes au monde extérieur pour cause de Covid-19, et par le blocage de mots-clés « sensibles » et des commentaires indépendants sur les médias sociaux par une armée de censeurs.

LES JOURNALISTES DÉTENUS

La situation est tout aussi critique **en Birmanie**, qui, en nombres relatifs ramenés à la population nationale, est, de loin, le pays qui emprisonne le plus ses journalistes. Si durant les premiers mois suivant le coup d'État, les reporters étaient généralement arrêtés alors qu'ils couvraient les manifestations anti-junte, l'année 2022 a été marquée par une recrudescence d'arrestations de journalistes à leur domicile ou, même, depuis le lieu où ils se cachaient pour essayer d'échapper à la machine répressive de la Tatmadaw, l'armée birmane.

Enfin, **au Vietnam comme au Bélarus, les régimes autoritaires** du [secrétaire général Nguyen Phu Trong](#) et du [président Alexandre Loukachenko](#) poursuivent leurs efforts d'annihilation de la presse indépendante. Au Vietnam, le nombre de journalistes emprisonnés a presque doublé en l'espace de cinq ans. Au Bélarus, RSF a comptabilisé plus de 500 arrestations de journalistes en deux ans, [31 se trouvent encore derrière les barreaux](#).

Les cas les plus marquants de 2022

Un talent broyé par la machine judiciaire russe



Ivan Safronov
© AFP

Considéré comme l'un des meilleurs journalistes d'investigation en Russie, [Ivan Safronov](#) a été condamné le 5 septembre à **22 ans de prison pour avoir révélé des « secrets d'État » déjà publics** sur Internet. L'[acte d'accusation](#) totalement inconsistant confirme qu'il a bien été puni pour avoir fait son travail. Cette sentence inique et vengeresse est la plus lourde enregistrée en 2022 par RSF.

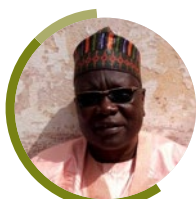
Un octogénaire derrière les barreaux



Yiu Mantin
© China Political Prisoner Concern

Pour avoir tenté de publier un livre sur le président chinois Xi Jinping, le fondateur de la maison d'édition Morning Bell Press [Yiu Mantin \(alias Yao Wentian\)](#), **82 ans**, a passé, en juillet 2022, un nouvel **anniversaire en prison**. Il a été condamné à [dix ans de prison](#) en 2014 pour « contrebande de produits interdits » et toutes ses **demandes de libération conditionnelle pour raisons médicales ont été rejetées**, alors qu'il a fait **cinq accidents vasculaires cérébraux (AVC)**, qu'il souffre d'asthme et d'hépatite B. On n'a plus aucune nouvelle de lui depuis novembre 2017.

L'épreuve du temps et de la répétition



Amadou Vamouké
© Facebook

Au Cameroun, [Amadou Vamouké](#) a été **conduit 137 fois de sa cellule au tribunal criminel spécial de Yaoundé depuis son arrestation en 2016**, dont 57 fois en 2022. Ces audiences à répétition n'ont toujours pas abouti à un jugement. Cela fait désormais **plus de 2 300 jours que l'ancien directeur général de la radiotélévision publique camerounaise (CRTV) est maintenu en détention préventive**. Les autorités, qui l'accusent de détournement de fond, n'ont jamais présenté le moindre élément de preuve tangible. Âgé aujourd'hui de 72 ans, le journaliste souffre de nombreuses pathologies non soignées.

LES JOURNALISTES DÉTENUS

Peine collective



Jimmy Lai
© Next Animation Studios

C'est en Chine que l'on trouve le plus grand nombre de journalistes emprisonnés appartenant à la même rédaction. À Hong Kong, [Jimmy Lai](#), fondateur du quotidien *Apple Daily* (fermé en 2020 par les autorités) et [six de ses employés](#) ont été inculpés de « complot en vue de collusion avec des forces étrangères » en vertu de la draconienne loi sur la sécurité nationale. **Tous risquent la prison à vie.**



Ilham Tohti
© The New York Times

Par ailleurs, dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang, où le régime mène une [violente campagne](#) de répression contre la population musulmane turcophone, **de nombreux collaborateurs des agences d'édition Xinjiang Education Press (19), Kashgar Uyghur Press (11) et du site Uyghur Online (8) sont détenus dans des conditions inconnues.** Le fondateur de *Uyghur Online*, le journaliste et universitaire [Ilham Tohti](#), lauréat du prix Sakharov du Parlement européen, **purge une peine de prison à vie pour « séparatisme ».**

Un sms qui coûte cher



Mohamed Mouloudj
© Liberté

Pour avoir sollicité une interview par sms, le journaliste algérien [Mohamed Mouloudj](#) a dû passer **13 mois en détention provisoire.** La demande d'entretien du reporter du quotidien *Liberté*, aujourd'hui disparu, était adressée au chef du Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK), une organisation classée « terroriste »... trois semaines après l'envoi du sms. C'est pourtant bien cette demande qui a servi de manière absurde de « preuve » d'appartenance à une organisation terroriste.

« 175 ans c'est long... »



Julian Assange
© WSW

... « surtout vers la fin » commentait l'un de ses anciens avocats, Éric Dupond-Moretti, avant de devenir ministre de la Justice en France. Le fondateur de WikiLeaks, [Julian Assange](#), **risque un total de 175 ans de prison si les États-Unis obtiennent son extradition du Royaume-Uni.** Julian Assange a été inculpé de 18 chefs d'accusation pour la publication par WikiLeaks, en 2010, de centaines de milliers de documents classifiés ayant fait l'objet de fuites et ayant révélé des informations d'intérêt public. Dans l'attente de l'examen par la Haute Cour britannique de l'appel de l'ordre d'extradition, le fondateur de WikiLeaks est toujours incarcéré à la prison de Belmarsh, à Londres, où sa santé mentale et physique est menacée.

Aux portes de la mort

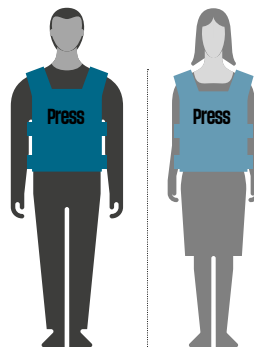
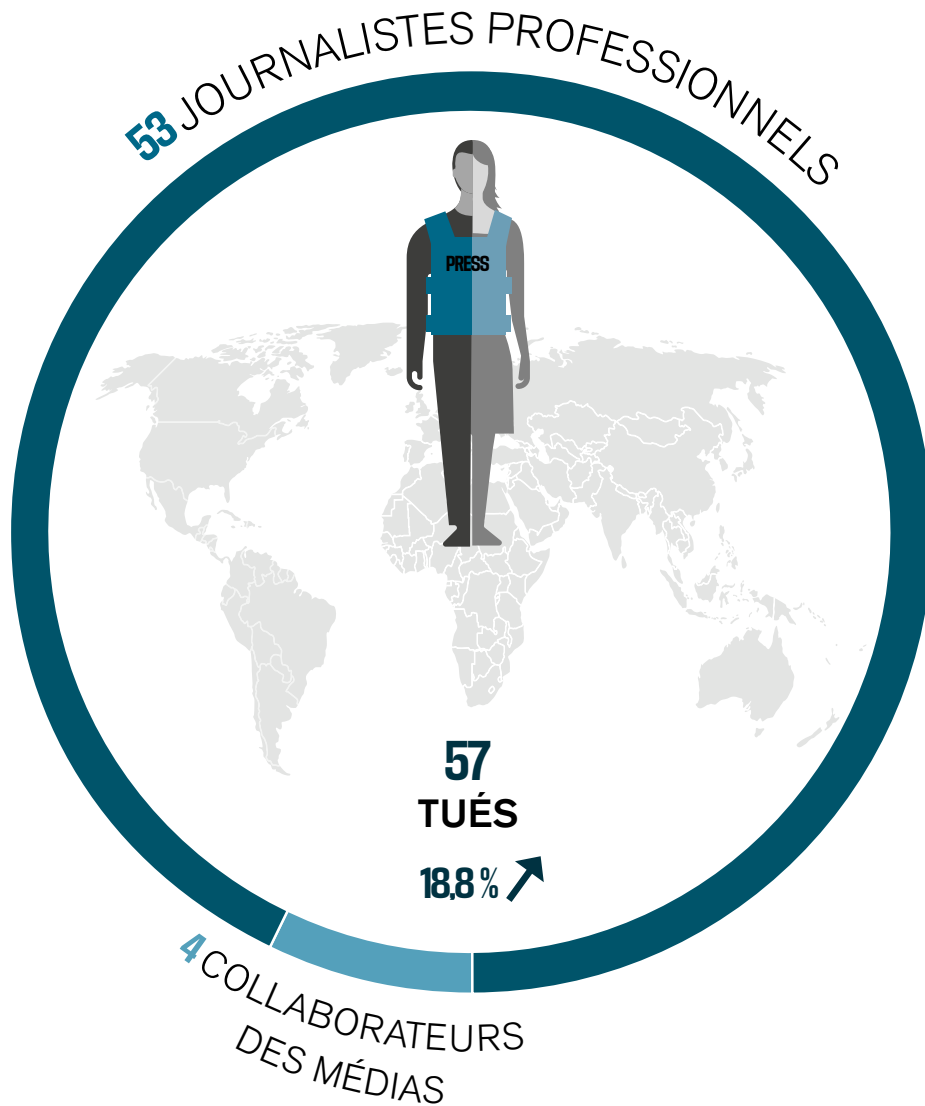


Alaa Abdel Fattah
© AFP

Il a failli mourir en prison... Pour attirer l'attention du monde qui se retrouvait en Égypte pour la COP 27, [Alaa Abdel Fattah](#) a tenté le tout pour le tout. Déjà en grève de la faim partielle depuis le mois d'avril **pour protester contre son emprisonnement arbitraire depuis 2019, le blogueur britanico-égyptien a cessé de boire de l'eau début novembre pendant six jours**, une période longue et inquiétante, marquée par le refus obstiné des autorités de permettre à sa famille de lui rendre visite.

LES JOURNALISTES TUÉS

EN CHIFFRES



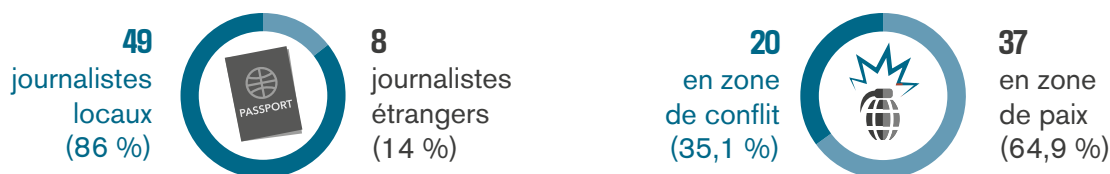
50 hommes (87,7 %)

7 femmes (12,3 %)

Nombre de tués : des chiffres qui repartent à la hausse

Après deux ans d'accalmie, et des chiffres historiquement bas, **le nombre de journalistes tués en 2022** dans l'exercice de leurs fonctions **augmente de 18,8 %**. Cette année, **57 journalistes ont payé de leur vie leur engagement pour informer**, contre 48 en 2021, et 50 en 2020.

La guerre en Ukraine qui a éclaté le 24 février 2022 est **l'une des causes de cette hausse**. **Le nombre de journalistes tués en zone de conflit a d'ailleurs augmenté** et représente désormais près de 35 % des tués (contre 32 % l'année dernière). Ce conflit a également contribué à multiplier par deux **le nombre de journalistes tués hors de leur pays d'origine** : sur les 8 journalistes tués depuis le début du conflit ukrainien, 5 étaient des reporters étrangers.

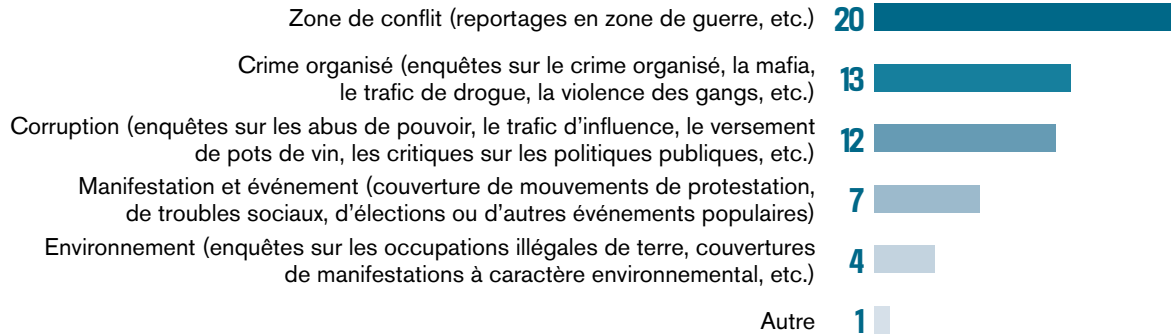


Au-delà de ce conflit meurtrier, plus de 6 journalistes sur 10 (64,9 %) **ont perdu la vie dans des pays considérés comme en paix** en 2022. Cette augmentation s'explique partiellement par **la fin des restrictions de déplacement liées à la pandémie de Covid-19** et par le fait que les journalistes sont repartis en nombre, sur les terrains de reportage. Par ailleurs, certains pays comme le Mexique ne parviennent toujours pas à enrayer la violence qui gangrène leurs territoires et affecte directement les journalistes. **Le Mexique enregistre à lui seul 11 journalistes assassinés, soit près de 20 % du nombre total de professionnels de l'information tués dans le monde.**

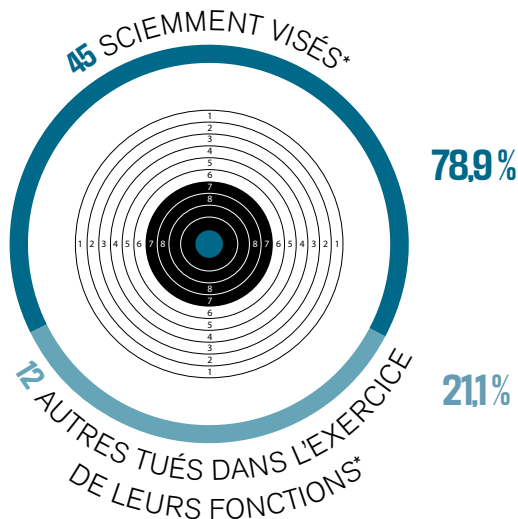
Les femmes, de plus en plus nombreuses dans la profession, n'échappent pas à cette tendance à la hausse. **La proportion de femmes journalistes tuées** dans l'exercice de leur fonction **a été multiplié par 3 en deux ans**. En 2022, elles représentent plus de 12 % des tués, contre 4 % en 2020.

LES JOURNALISTES TUÉS

Les sujets les plus risqués à couvrir



Près de 80 % des professionnels des médias tués en 2022 ont été sciemment visés en raison de leur profession et des sujets sur lesquels ils travaillaient. Enquêter sur le crime organisé (mafia, trafic de drogue, violence des gangs) et la corruption (abus de pouvoir, trafic d'influence, versements de pots de vin, critiques sur les politiques publiques...) font partie des sujets les plus dangereux à couvrir. Le traitement de chacun de ces sujets a respectivement entraîné la mort de 13 et 12 journalistes en 2022. De même, 4 journalistes qui travaillaient sur le problème de l'accaparement des terres par des grands groupes industriels et la déforestation ont également été tués au cours de l'année écoulée.



* ASSASSINÉS OU SCIEMMENT VISÉS :

journalistes tués délibérément en raison de leur profession

* TUÉS DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS :

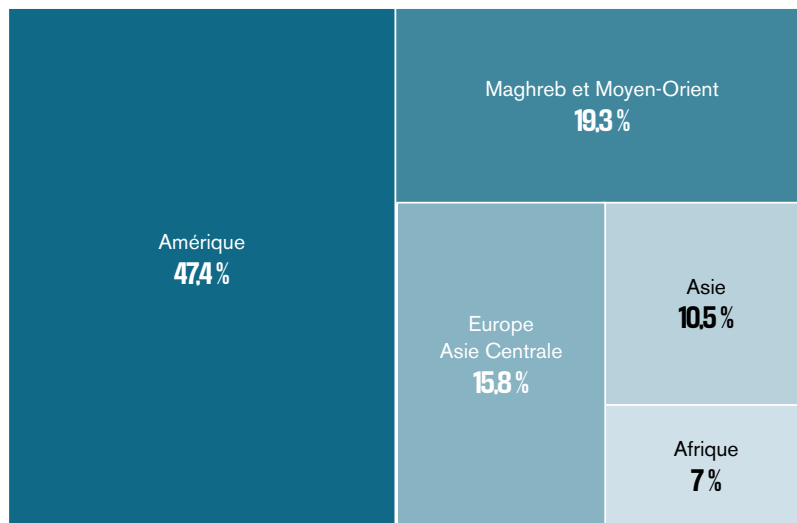
journalistes tués sur le terrain sans avoir été visés en tant que tels

LES JOURNALISTES TUÉS

Les pays les plus dangereux



Un continent concentre à lui seul près de la moitié des journalistes tués



Une année sanglante et record en Amérique

Ce continent est la région la plus dangereuse pour les journalistes en 2022 : **près de la moitié des journalistes tués cette année (47,4 %) l'ont été dans cette partie du monde.** Avec 27 tués, la région des Amériques compte le nombre le plus élevé de journalistes tués depuis 20 ans, selon les données recueillies par RSF.

Mexique



Lourdes Maldonado Lopez
© Facebook

Le **Mexique est le pays en paix le plus dangereux pour les journalistes : 11 d'entre eux y ont été tués en 2022** (contre 7 en 2021). Au total, pas moins de **80 journalistes auront perdu la vie au Mexique en dix ans** (dont 46 ces cinq dernières années) du fait de leur profession, et en dépit des pressions exercées par la société civile et les organisations internationales, dont RSF, pour que le gouvernement lutte plus efficacement contre cette violence. Mais cette année encore, la mise en place de mécanisme de protection locale a montré ses limites : la journaliste **Lourdes Maldonado Lopez** bénéficiait en principe d'une protection dans l'État mexicain de Basse-Californie lorsqu'elle a été exécutée par balle devant son domicile au début de l'année.

Haïti

Un autre pays de la région a connu un nombre record de tués en 2022 : **avec 6 tués, Haïti**, qui ne comptait aucun décès l'an dernier, **est devenu cette année le troisième pays le plus dangereux** pour la profession. **Les journalistes sont à la fois la cible de groupes armés, et victimes des violences générées par la crise généralisée.**



Romelson Vilcin
© Haïti Libre

Le dernier journaliste tué, **Romelson Vilcin**, a été mortellement blessé par la police alors qu'il manifestait devant un commissariat pour demander la libération d'un de ses collègues arbitrairement arrêté alors qu'il couvrait une manifestation à Port-au-Prince.

Brésil & Amérique latine



Dom Phillips
© Facebook

Au sud du continent, **le Brésil a enregistré 3 tués**, dont le journaliste britannique **Dom Phillips** dont le corps démembré a été retrouvé en Amazonie. Accompagné d'un célèbre défenseur des peuples indigènes, il documentait le combat des tribus locales contre le braconnage ainsi que l'exploitation minière et forestière.

Dans les autres **pays d'Amérique latine** qui comptabilisent tous au moins 1 mort en 2022 (Colombie, Guatemala, Honduras, Équateur, Chili et Paraguay), **la plupart des journalistes assassinés le sont selon un mode opératoire récurrent** : les exécutions sont planifiées par des tueurs à gages, qui éliminent, à proximité de leur domicile ou de leur lieu de travail, des journalistes qui enquêtent sur des sujets liés à la politique locale, au crime organisé ou aux droits humains.

LES JOURNALISTES TUÉS

États-Unis



Jeff German

© Las Vegas Review-Journal

À noter aussi que même les professionnels de l'information du nord du continent n'auront pas été épargnés par les violences. Pour la première fois depuis 2018, un journaliste a été tué aux États-Unis pour avoir exercé son métier. **Jeff German**, journaliste d'investigation chevronné du *Las Vegas Review-Journal*, spécialisé sur le crime organisé, la corruption et la politique locale, qui travaillait sur des révélations sur l'administrateur public du comté Robert Telles, a été poignardé à mort à son domicile en septembre.

L'Europe endeuillée par la guerre en Ukraine



Frédéric Leclerc-Imhoff

© Sam Cottet



Maks Levin

© Markkian Lyseiko

L'invasion de l'armée russe en Ukraine le 24 février 2022 a contribué à faire de cette dernière le deuxième pays le plus dangereux pour les professionnels des médias. **Dès les six premiers mois de guerre, 8 journalistes ont été tués.** Parmi eux, le photoreporter ukrainien **Maks Levin**, froidement exécuté le 13 mars par des soldats russes, selon les conclusions de la mission d'enquête de RSF. **Frédéric Leclerc-Imhoff** a lui aussi payé de sa vie son travail d'information. Le journaliste reporter d'images pour la chaîne française *BFM TV* se trouvait dans un convoi humanitaire et filmait une opération d'évacuation de civils, lorsqu'il a reçu un éclat d'obus, qui a traversé le pare-brise pourtant blindé du véhicule.

Les conflits meurtriers du Moyen-Orient



Saber Al-Haidari

© RS

Le Yémen, en guerre depuis 2014, reste un pays aux dangers multiples pour les journalistes, qui risquent autant d'être tués en couvrant des affrontements entre la coalition arabe et les rebelles houthis que d'être délibérément ciblés par un attentat à la voiture piégée comme **Saber Al-Haidari**. Au total, 3 journalistes ont été tués alors que s'installe durablement un climat de peur dans le pays qui décourage les journalistes à faire leur travail.



Ísam Ebdella

© RS

En Syrie, même si le conflit a baissé en intensité, il continue à faire des ravages dans les rangs des médias. Deux journalistes sont morts alors qu'ils couvraient des affrontements entre des milices et l'État islamique. Le dernier en date, correspondant pour l'agence de presse *AHNA* au Kurdistan Syrien, **Ísam Ebdella**, a été tué par l'une des frappes aériennes lancées par la Turquie au-dessus des régions de la Syrie et de l'Irak visant des groupes kurdes qu'elle tient pour responsables de l'attentat à la bombe perpétré le 13 novembre 2022 à Istanbul.

LES JOURNALISTES TUÉS



Shireen Abu Akleh
© AlJazeeraMediaNetwork

Le conflit israélo-palestinien a de nouveau été meurtrier pour les journalistes en 2022. Deux journalistes palestiniennes ont été tuées, dont la célèbre reporter d'*Al Jazeera*, **Shireen Abu Akleh**. Malgré de multiples enquêtes indépendantes concluant que l'armée israélienne avait intentionnellement visé la journaliste qui était clairement identifiée, aucun responsable n'a, à ce jour, été inquiété.



Baktash Abtin
© Facebook

Loin des terrains de reportage, à noter aussi la mort en Iran en prison du journaliste et écrivain **Baktash Abtin** au début de l'année par défaut de soin. Une méthode couramment utilisée par les autorités iraniennes pour faire taire les voix dissidentes.

Asie, le courage bâillonné

Si aucun pays d'Asie ne figure cette année dans la catégorie des pays les plus meurtriers, cette région est située en quatrième position en termes de dangerosité et concentre 10 % des journalistes tués. Les circonstances de la mort de 3 des 6 journalistes de la zone montrent par ailleurs comment les États tentent malgré tout de dissimuler leurs crimes.



Arshad Sharif
© RS

Le journaliste pakistanais **Arshad Sharif**, connu pour ses critiques de l'armée, avait dû fuir son pays afin d'échapper à une arrestation imminente et des menaces de mort. Il a été abattu dans des conditions très suspectes au Kenya. Malgré la tentative de la police kényane de faire passer sa mort pour un accident, les preuves réunies par RSF montrent que le journaliste a été tué à bout portant et qu'une enquête internationale s'avère indispensable pour identifier les commanditaires.



Aye Kyaw
© RS

En Birmanie, les responsables de la mort du photographe **Aye Kyaw** ont grossièrement tenté de masquer les causes de son décès. Arrêté le 30 juillet par des soldats après avoir couvert de nombreuses manifestations anti-junte, le photographe a été retrouvé mort quelques heures plus tard, avec une large cicatrice sur la poitrine, cousue à la va-vite, signe que les militaires ont tenté de maquiller les traces de l'interrogatoire d'une extrême violence qui a provoqué sa mort.

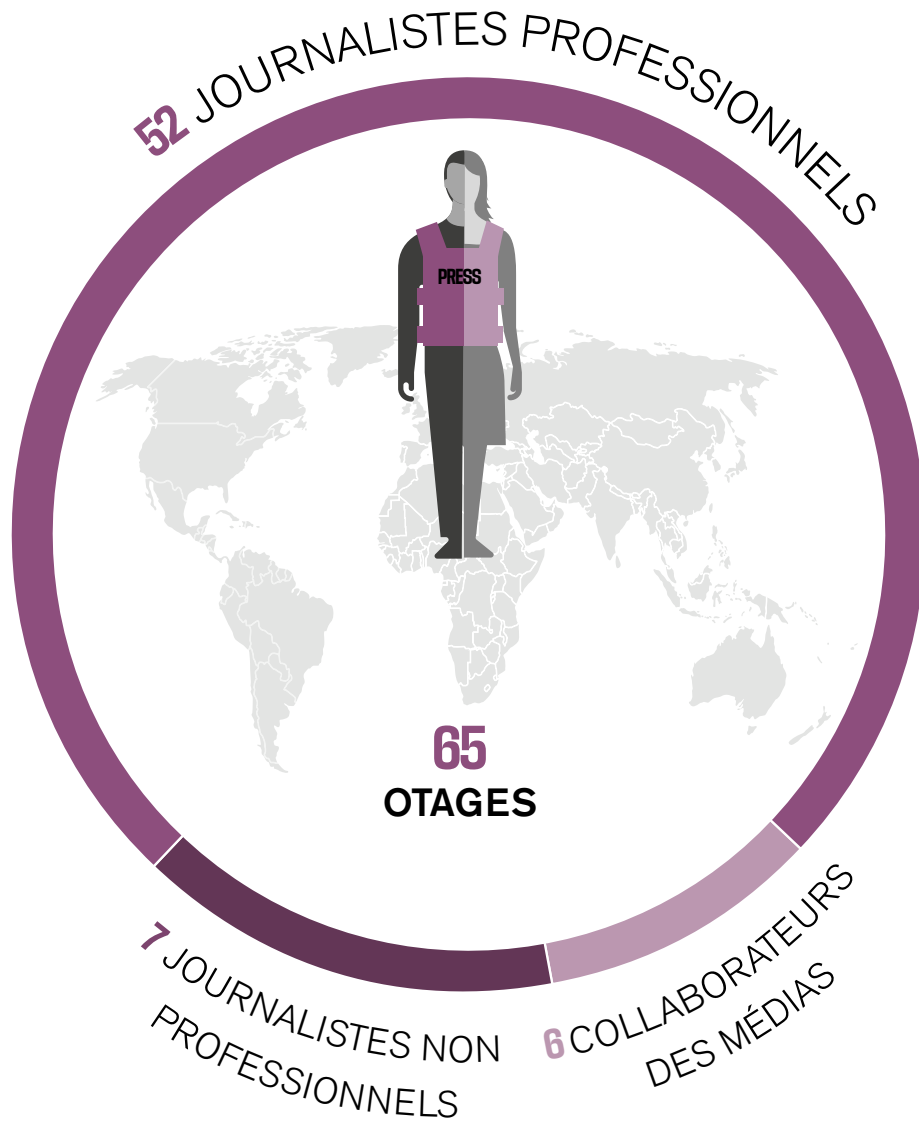


Do Cong Duong
© The 88 Project

Au Vietnam, la raison officielle de la mort en prison du journaliste **Do Cong Duong** le 2 août dernier n'a jamais été révélée par les autorités. Mais le journaliste de 58 ans, qui souffrait de problèmes cardiaques et de pneumonie, avait vu son état de santé se dégrader au fil de sa détention. Malgré les indignations répétées de sa famille, les autorités pénitentiaires n'ont jamais daigné lui accorder les soins nécessaires. Il lui aura fallu attendre d'être aux portes de la mort pour être admis à l'hôpital de la prison. En vain.

LES JOURNALISTES OTAGES

En chiffres



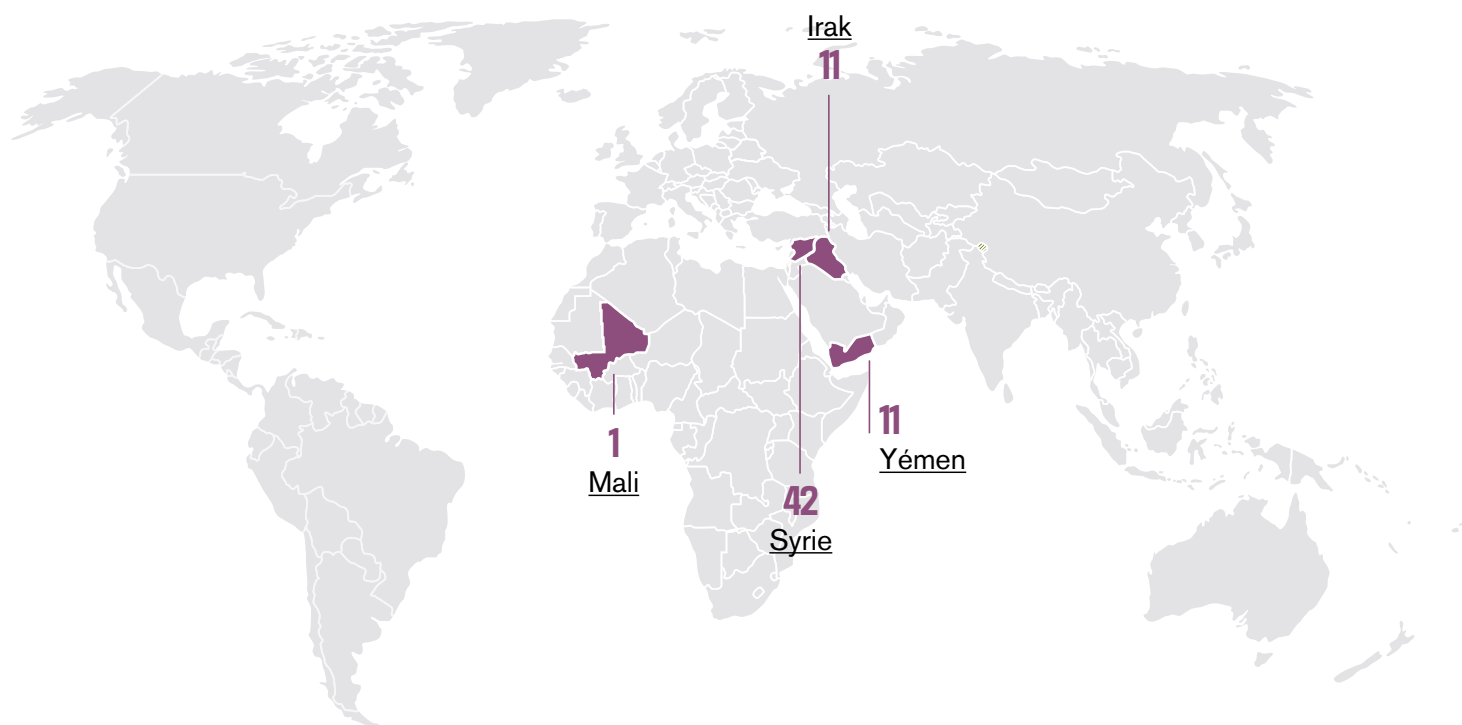
61
journalistes
locaux
(93,8 %)



4
journalistes
étrangers
(6,2 %)

LES JOURNALISTES OTAGES

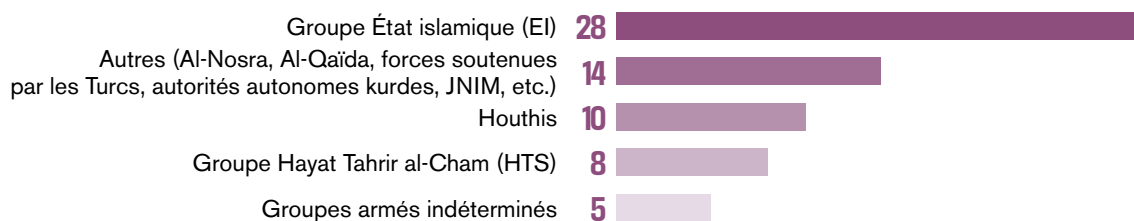
Les pays à haut risque



Au moins **65 journalistes et collaborateurs de médias sont actuellement retenus en otages dans le monde**. Le **nombre global d'otages reste équivalent à celui de l'année dernière** à la même date, des libérations ayant été parallèlement enregistrées au Yémen et certains cas requalifiés à la faveur des informations recueillies.

Tous les otages se concentrent dans trois pays du Moyen-Orient, à l'exception du cas d'Olivier Dubois, enlevé au Sahel. Il fait partie des 4 journalistes étrangers encore otages à ce jour.

Les principaux preneurs d'otages



Journaliste otage : RSF considère qu'un journaliste est otage à partir du moment où il se trouve entre les mains d'un acteur non étatique qui menace de le tuer, de le blesser ou de continuer de le détenir afin de faire pression sur une tierce partie (un État, une organisation ou un groupe de personnes) dans le but de la contraindre à accomplir un acte particulier. La prise d'otage peut avoir un mobile politique ou/et économique lorsqu'elle implique le versement d'une rançon.

LES JOURNALISTES OTAGES

Aucune preuve de vie récente des otages en Syrie

Cinq ans après la chute du groupe de l'État islamique, on reste sans nouvelle de nombreux otages en Syrie et en Irak. Trois d'entre eux sont des journalistes étrangers.



Austin Tice
© RS

Cela fait maintenant dix ans que le journaliste américain **Austin Tice** a été enlevé à un *checkpoint* près de Damas. Malgré l'absence de nouvelles officielles, la Maison Blanche estime qu'il est encore vivant et le président Joe Biden a demandé à son personnel de sécurité nationale de se rapprocher du gouvernement syrien et de tout faire pour ramener Austin chez lui. Les services de renseignement israéliens et un haut gradé libanais œuvraient également à sa libération.



Ishak Mokhtar
© SaharaMedia



Samir Kassab
© Skeyes

Aucune nouvelle récente non plus du journaliste mauritanien **Ishak Mokhtar** et du caméraman libanais **Samir Kassab**, qui travaillaient pour la chaîne *Sky News Arabia*. Ils auraient été aperçus vivants pour la dernière fois dans la province de Raqqa en 2016, trois ans après leur enlèvement par des membres de l'EI. Malgré l'absence de preuve de vie, la famille de Samir Kassab ne perd pas espoir. Le 14 octobre dernier, ses parents ont organisé une manifestation à Beyrouth demandant au gouvernement libanais de prendre de nouvelles mesures pour retrouver le caméraman disparu en Syrie.



John Cantlie
© AFP

Quant au photojournaliste britannique **John Cantlie**, enlevé par l'État Islamique il y a dix ans, il est désormais présumé mort. Une [enquête journalistique](#) menée en 2022 a déterminé qu'il n'y avait eu aucune preuve de vie crédible depuis sa dernière apparition à Mossoul, en Irak, en décembre 2016. La famille de John Cantlie a également organisé un service commémoratif cette année et les pages des médias sociaux soutenant la campagne pour « libérer John Cantlie » ont été supprimées. Son corps n'ayant pas été retrouvé et sa mort n'ayant pu être confirmée de façon certaine, RSF recense désormais ce cas dans la catégorie des journalistes disparus.

Le Yémen, l'autre pourvoyeur d'otages

Avec un total de 11 journalistes retenus en otage dans le pays, le Yémen reste un pays particulièrement dangereux pour la profession. Si l'année 2022 a été marquée par la libération de deux journalistes, dont celle de **Kamel Almamari** après 292 jours de captivité, les Houthis ont aussi reconnu détenir le journaliste **Younis Abdel Salam** qui avait disparu à Sanaa en août 2021. La milice détient actuellement 10 des 11 otages yéménites. Sept d'entre eux sont emprisonnés depuis près de huit ans dans des conditions extrêmement dures. C'est le cas notamment d'**Abdul Khaleq Amran**, d'**Akram Al-Walidi**, de **Hareth Humaid** et de **Tawfiq Al-Mansouri**, qui ont été de surcroît condamnés à mort en avril 2020 pour « espionnage ». Le journaliste **Mohamed Al-Moqri** a, lui, été enlevé en 2015 dans la province de l'Hadramaout par un groupe proche d'Al-Qaïda.



Abdul Khaleq Amran
© DR



Akram Al-Walidi
© DR



Hareth Humaid
© DR



Tawfiq Al-Mansouri
© DR

LES JOURNALISTES OTAGES

Olivier Dubois, l'otage du Sahel

Olivier Dubois
© DR

Depuis plus de 20 mois, **Olivier Dubois** est aux mains du groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), un groupe affilié à Al-Qaïda au Mali. Jamais aucun journaliste français n'avait connu un tel sort depuis les enlèvements de plusieurs reporters dans le Liban des années 1980. Le correspondant de *Libération*, du *Point* et de *Jeune Afrique* a disparu à Gao, dans le nord-est du Mali, le 8 avril 2021 alors qu'il préparait l'interview d'un cadre local d'un mouvement armé.

La France a répété à plusieurs reprises son engagement pour obtenir sa libération. Mais l'inquiétude grandit, le temps passe et ces déclarations sonnent creux. D'autant que la situation entre Paris et Bamako s'est considérablement dégradée depuis l'enlèvement d'Olivier Dubois. Conséquence des deux coups d'État successifs et d'un discours très hostile à la France de la part de la junte au pouvoir au Mali, l'opération Barkhane de lutte contre le terrorisme entamée en 2013 – plus de 5 000 militaires français déployés dans le Sahel – a pris officiellement fin le 8 novembre dernier. Au Mali, les soldats tricolores ont été remplacés par des miliciens russes du groupe Wagner dont l'agenda ne comprend certainement pas la libération d'Olivier Dubois.

LES JOURNALISTES DISPARUS

Deux journalistes disparus au cours de l'année 2022



Dmytro Khiliuk
© Facebook

L'une des deux disparitions signalées en 2022 s'est produite en Europe. Le reporter **Dmytro Khiliuk** a disparu le 4 mars dernier dans la ville ukrainienne de Dymer (au nord de Kyiv) occupée par les forces russes. D'après les informations recueillies par RSF, le **journaliste qui travaillait pour l'agence de presse ukrainienne UNIAN** aurait depuis été transféré en Russie. Une demande d'information pour disparition a été déposée devant le Comité d'enquête de la Fédération de Russie. Aucune réponse n'a été apportée à ce jour. Ce cas s'ajoute aux 10 autres cas de disparitions forcées recensés par RSF. Les disparitions sont qualifiées de « forcées » quand elles impliquent directement les États.



Roberto Carlos Flores
Mendoza
© DR

Autre disparition : celle, au Mexique le 20 septembre 2022, du **fondateur de la page web Chiapas Denuncia Ya, Roberto Carlos Flores Mendoza**, 41 ans. Il n'y a plus aucune trace non plus du véhicule qu'il utilisait. Pendant quatre ans, depuis sa création jusqu'à la veille de la disparition de son fondateur, *Chiapas Denuncia Ya* était réputé pour enquêter sur les abus des autorités locales et publier les plaintes des citoyens. Ce nouveau cas porte à 27 le nombre de journalistes disparus au Mexique. [RSF et l'organisation Propuesta Civica ont récemment porté ces cas auprès de l'ONU et déposé plainte.](#)

Près de 50 journalistes disparus en 20 ans

Ces deux nouvelles disparitions portent à 49 le nombre total de disparitions recensées par RSF depuis 2003. Parmi eux, 3 sont des femmes (deux journalistes mexicaines et une journaliste péruvienne). Plus d'un journaliste sur 8 ont été portés disparus dans des pays qui n'étaient pas les leurs.

En plus du Britannique John Cantlie, la trace des journalistes palestinien **Mouhib Al-Nouwati** et jordanien **Bashar Al-Kadumi** a également été perdue en Syrie depuis maintenant dix ans. Deux journalistes tunisiens, **Sofiane Chourabi** et son caméraman **Nadhir Guetari**, ont également été enlevés par un groupe armé non identifié en Libye en 2014. La même année, le journaliste américain **Paul Overby** a disparu alors qu'il se rendait de Khost, en Afghanistan, au Waziristan du Nord, au Pakistan, pour interviewer le chef du réseau Haqqani.

RSF considère qu'un journaliste est porté disparu lorsqu'il n'y a pas suffisamment d'éléments pour déterminer s'il a été victime d'un homicide ou d'un enlèvement, et qu'aucune revendication crédible n'a été diffusée.



NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Établi chaque année depuis 1995 par Reporters sans frontières (RSF), le bilan annuel des exactions commises contre les journalistes se fonde sur des données établies tout au long de l'année. RSF procède à une collecte minutieuse d'informations permettant d'affirmer avec certitude, ou du moins avec une très forte présomption, que la mort, la détention ou l'enlèvement d'un journaliste est une conséquence directe de l'exercice de sa profession.

RSF ne recense que les journalistes qui entrent dans le cadre de son mandat, c'est à dire toute personne qui pratique, par l'intermédiaire de tout moyen de communication, à titre régulier ou professionnel la collecte, le traitement et la diffusion d'informations et d'idées, de manière à servir l'intérêt général et les droits fondamentaux du public, et ce dans le respect des principes de la liberté d'expression et des principes déontologiques de la profession.

Le décompte total du Bilan 2022 établi par RSF intègre les journalistes professionnels et non professionnels, ainsi que les collaborateurs de médias. Dans le détail, les bilans annuels de RSF distinguent ces différentes catégories afin de permettre des comparaisons d'une année sur l'autre.

Les chiffres qui figurent dans cette édition ont été arrêtés au 1er décembre 2022 et ne prennent pas en compte les libérations ou les atteintes au journalisme qui se sont produites après cette date. Ces nouvelles données apparaissent en revanche sur le [Baromètre de RSF](#), régulièrement mis à jour.

CRÉDITS

Rédactrice en chef : Catherine Monnet

Datajournaliste : Blanche Marès

Secrétaire de rédaction : Anne-Laure Chanteloup

Contributeurs : bureaux Afrique, Amérique latine et du nord, Asie de l'Est, Asie-Pacifique, Europe de l'Est-Asie centrale, Maghreb et Moyen-Orient de RSF

Graphiste : Sandra Héno



REPORTERS SANS FRONTIÈRES (RSF) œuvre pour la liberté, l'indépendance, et le pluralisme du journalisme. Dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'UNESCO, l'organisation basée à Paris dispose de 13 bureaux et sections dans le monde et de correspondants dans plus 130 pays.